
Régimes de vérité et quête de l'origine : marché et monde des objets dans la Roumanie post-communiste

SABINA ELENA STAN

Abstract

The demise of communism at the end of the 1980s brought significant changes in the nature and circulation of consumer goods in the countries of the former Soviet bloc. Based on the author's field work in a southern Romanian village, this paper will discuss the local context of consumption of the new goods that entered Romanian villages in the 1990s. The author addresses both the transformation of the meanings that goods acquire in consumption practices, and the transformation of the position that villagers occupy vis-à-vis paths of circulation of food and non-food goods.

Résumé

La chute du communisme à la fin des années 1980 a entraîné des transformations importantes dans la nature et le mode de circulation des biens de consommation dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Suite à une recherche de terrain dans un village du sud de la Roumanie, l'auteure analyse ici le contexte de la consommation des nouveaux biens qui ont fait leur apparition dans les villages roumains dans les années 1990. Elle se penche tant sur la transformation des significations que les objets acquièrent dans les pratiques de consommation que sur la transformation de la position occupée par les villageois par rapport aux voies de circulation des biens alimentaires et non alimentaires.

Cet article se penche sur la transformation du « monde des objets »¹ et des voies de circulation des objets dans la Roumanie post-socialiste. Il s'appuie sur les récents essais en sciences sociales visant à nuancer l'opposition classique entre « marché » et « société ». À la suite de Mark Granovetter et d'Arjun Appadurai, je conçois les relations de marché comme étant moins « atomisées » par rapport à la « société » qu'on le croyait auparavant² et les marchandises comme constituant moins une catégorie de biens distincte de celle du « don » que des phases dans des trajectoires d'objets³. Ainsi, ma démarche s'articule autour du questionnement sur « la mise en place de l'économie de marché », propre à de nombreuses analyses portant sur les transformations post-socialistes en Europe de l'Est. Je me concentre plutôt sur deux processus complémentaires : d'un côté, la marchandisation et la démarchandisation des objets, soit les mouvements par lesquels les objets entrent et sortent du marché, et, d'un autre, les processus suivant lesquels les personnes entrent et sortent des échanges marchands. En prenant conscience que « les formes

de circulation peuvent avoir leur propre influence sur la manière dont les gens se positionnent par rapport aux objets qui les entourent, et dont ils conçoivent ces derniers »⁴, cette perspective permet d'éviter la fétichisation tant des objets que du « marché » et ainsi de saisir la dynamique complexe de la transformation des rapports entre personnes et objets en Europe de l'Est.

J'esquisse ici la manière dont les habitants des campagnes roumaines ont changé de position par rapport aux biens et au marché au cours de la période post-socialiste à partir du cas spécifique de Buna, le village où j'ai réalisé une recherche de terrain anthropologique entre 1998 et 1999. Situé dans le sud de la Roumanie, au sud du département de Dâmbovița et à soixante kilomètres de Bucarest, la capitale, Buna est un village de taille moyenne d'environ deux mille habitants. Village de plaine collectivisé durant le socialisme, Buna présente la particularité d'avoir une main d'œuvre qui, durant les trois dernières décennies, a combiné les emplois agricoles locaux avec les emplois industriels dans les villes environnantes. C'est cette particularité

qui nous permet d'observer la manière dont les processus divers qui ont affecté la Roumanie au cours des cinquante dernières années (la collectivisation des terres, l'urbanisation, l'industrialisation socialiste et, après 1989, la décollectivisation et la désindustrialisation) ont contribué à transformer le rapport qui existait entre les villageois et les biens ainsi que leur place dans les voies de circulation de ces biens. Afin d'illustrer la transformation post-socialiste du monde des objets et du rapport entre les villageois et ce monde, je me base sur une analyse historique des développements survenus sur le plan de la consommation dans le village de Buna, en me concentrant plus particulièrement sur la période socialiste.

Socialisme, monde des biens et circulation de marchandises

Avant 1945, les villageois de Buna, en grande majorité paysans, cultivaient des lopins de terre de taille réduite⁵ en se concentrant sur une production céréalière de plein champ (principalement le maïs, mais aussi, en deuxième lieu, le blé) et sur l'élevage d'animaux dans la basse-cour adjacente à la maison (de la volaille, parfois une vache, mais surtout un ou deux cochons). Même si ces exploitations étaient principalement orientées vers la subsistance, les villageois n'étaient pas pour autant isolés du marché. Ils y vendaient une partie de leur production agricole et y achetaient une quantité non négligeable de biens (tels que des vêtements, de la nourriture, des meubles). Le marché avait sa place dans la vie des villageois, mais ceux-ci gardaient néanmoins de larges pans de leur monde matériel hors de lui. Hormis des denrées rares, telles les épices ou le sel, les paysans produisaient la majeure partie des aliments qu'ils consommaient. Les étoffes étaient souvent tissées à la maison, tandis que les vêtements pouvaient être confectionnés à domicile ou par des couturiers locaux. Les meubles étaient achetés en ville (par les paysans riches) ou chez des artisans locaux (par la majorité des paysans).

Déjà avant la Seconde Guerre mondiale, la consommation des villageois n'était plus prise dans le cycle d'une simple autoconsommation. Mais les biens consommés étaient encore largement d'origine artisanale et fabriqués à petite échelle. De plus, les pratiques d'achat et d'usage de ces biens tendaient à en prolonger la durée le plus longtemps possible ainsi qu'à en limiter la quantité. Tandis que la majorité des revenus étaient investis dans la terre, une certaine « austérité » (par rapport aux normes de consommation urbaines et occidentales) caractérisait la consommation des villageois roumains d'avant la guerre. Le recours à des biens

de consommation manufacturés industriellement était très réduit et concernait surtout la frange la plus aisée des villageois. La société de consommation de masse était encore inconnue à Buna, tout comme dans de nombreux autres villages roumains.

La mise en place du régime communiste en Roumanie, en 1945, ne changea pas du jour au lendemain cette situation. Comme auparavant, « la terre prenait tout » et les familles préféraient investir leurs surplus monétaires dans l'achat soit de plus de terre, soit d'autres éléments rendus nécessaires par le développement de l'exploitation agricole (tels que du bétail ou des outils). La consommation de biens manufacturés se maintenait à des niveaux assez bas. Par exemple, même si la première maison à deux étages de Buna fut construite en 1945, elle est restée la seule maison du genre durant les vingt années qui suivirent. En grande majorité, les maisons villageoises continuèrent d'être des maisons en pisé à une ou deux pièces multifonctionnelles. Et, même si les villageois achetaient la plupart de leurs vêtements (plutôt que de les tisser et coudre à la maison) dans les années 1950, ces achats étaient peu nombreux. On portait les vêtements très longtemps et, en dehors des habits du dimanche (pour aller à l'église et pour les fêtes), « les chemises et les pantalons étaient tous rapiécés ». Un villageois m'a ainsi raconté :

Ma femme portait la robe à l'envers toute la semaine. Et les week-ends, elle la retournait à l'endroit, pour apparaître, elle aussi, avec quelque chose de changé !

Finalement, une alimentation peu complexe à base de bouillie de maïs (*mămăligă*) et plat à sauce continuait de trouver ses ingrédients dans des denrées produites sur l'exploitation familiale plutôt que dans des marchandises offertes sur le marché.

Achevée en 1962, la collectivisation a touché pleinement le village de Buna⁶ et s'est par la suite conjugée à l'accélération de l'industrialisation du département de Dâmbovița pour faire de Buna un de ces villages très particuliers engendrés par les transformations socialistes : les villages de *navetiști*. Apparus au cours des deux dernières décennies du socialisme, ces villages comptaient en plus des membres de la coopérative agricole locale un important contingent d'employés en industrie qui faisaient la navette avec les villes environnantes, les *navetiști*⁷.

L'apparition des *navetiști* se fit sur le fond plus général de la modernisation du pays, un processus qui contribua largement à la transformation des modes de consommation locaux. L'électrification de Buna s'est achevée en 1969 et, grâce à elle, les maisons des villageois furent non seulement

dotées de l'éclairage à l'électricité, mais connurent aussi la possibilité de brancher de nouveaux appareils (un récepteur radio et, par la suite, un téléviseur et des appareils ménagers) au système d'alimentation électrique. Vers la même époque, le village connut une mutation de ses structures de circulation des biens de consommation. Les quelques magasins privés du village furent remplacés par des magasins « socialistes » appartenant au réseau de magasins de la « coopérative de vente de biens et services », qui desservait désormais les campagnes roumaines. Vers les années 1970, il y avait à Buna deux magasins coopératifs d'alimentation ayant leur siège dans d'anciens magasins privés, de même qu'un « magasin général » (*magazin universal*) installé dans un nouveau local, un commerce qui comprenait des sections de quincaillerie, de mercerie et de chaussures, ainsi qu'un « buffet » servant des boissons alcooliques.

Parallèlement à ce ceci, après l'asphaltage de la route unissant Târgoviște, le chef lieu de Dâmbovița, à Bucarest et passant par Buna, en 1970, les villageois furent également reliés aux marchés urbains de ces deux villes. Avec la route et les voyages associés à « la navette »⁸, les villageois étaient de plus en plus souvent en contact avec le monde urbain. S'ils allaient rarement à Târgoviște ou à Bucarest auparavant (une vieille villageoise disait même être allée seulement deux fois à Bucarest durant sa vie), désormais autant les *navetiști* que ceux travaillant à la coopérative allaient fréquemment faire des achats en ville.

En même temps, les modes de consommation se modifiaient au village, suite aussi à l'intégration d'une partie des villageois (les *navetiști*) dans le secteur industriel étatique. En accédant à l'emploi industriel (localement appelé *servici*⁹), les *navetiști* du village ont eu accès à des revenus monétaires plus élevés, qu'ils ont investis dans les nouveaux biens de consommation offerts sur le marché.

Dans un premier temps, le fait que l'intégration des villageois au marché des biens de consommation se soit faite en parallèle avec leur intégration à l'emploi industriel entraîna une différenciation entre ceux qui avaient un *servici* (les *navetiști*) et ceux qui n'en avaient pas (les membres de la coopérative). Cette différenciation se jouait désormais non plus sur le plan de l'accumulation de la terre, mais sur le plan de la consommation de marchandises achetées sur le marché. Comme me le disait une villageoise, « [après la collectivisation,] tous ceux qui avaient un *servici* ont pensé à se payer un peu de luxe ». Autrement dit, ils ont commencé à accumuler des biens à un niveau jusque-là réservé aux notables du village (le prêtre, les enseignants, le maire et le notaire). Ce sont alors les villageois

ayant un *servici*, les *navetiști*, qui introduisirent de nouveaux biens et modes de consommation au village et, de la sorte, commencèrent à se distinguer des autres villageois.

À titre d'exemple, les *navetiști* se sont mis à acheter avec une plus grande fréquence des vêtements pour eux-mêmes et pour les membres de leurs maisonnées (*gospodării*). Un villageois *navetist* me racontait ainsi son passage du statut de « paysan » à celui d'homme ayant un *servici* :

J'ai porté des vêtements rapiécés quand j'étais petit. Mais, après que j'ai eu le servici, je n'en ai plus porté. Après avoir eu le servici, je me suis permis de m'acheter une chemise, et, quand elle a été usée, de m'en acheter une autre.

Le vêtement semble avoir joué un rôle important, permettant aux *navetiști* de se distinguer des villageois qui travaillaient encore à la coopérative :

Moi, j'avais une chemise qui n'était pas usée au col, mais celui qui n'avait pas de servici avait la chemise rongée au col ou le col tourné à l'envers. C'est comme ça qu'on faisait la différence entre ceux qui travaillaient [à un servici] et ceux qui ne travaillaient pas !

Par ailleurs, ce sont les *navetiști* qui furent les premiers à acheter des biens durables encore méconnus au village (tels que des récepteurs radio, des téléviseurs, des réfrigérateurs et des cuisinières à gaz) ou des biens qui étaient jusque-là réservés à l'élite locale (meubles, tapis « persans » ou couvertures produites industriellement). Ce sont aussi les *navetiști* qui furent les premiers à introduire dans leur consommation courante des denrées alimentaires achetées dans les magasins du « commerce socialiste » : le pain (plutôt que la *mămăligă*, comme aliment d'accompagnement des plats), l'huile végétale (plutôt que le saindoux, pour la friture) ou encore les sachets de soupe en poudre Delicat ou Vegeta (pour assaisonner les repas). Et ce sont encore les *navetiști* qui introduisirent de nouvelles boissons (dont le café, jusque-là consommé surtout par les notables du village) dans la consommation occasionnelle marquant l'hospitalité lors des visites ou des fêtes.

Les différenciations entre les *navetiști* et les coopérateurs sur le plan de la consommation furent toutefois estompées par la suite, du moins en partie, en raison non seulement de l'entrée de plus en plus massive des villageois dans l'emploi industriel, mais aussi de l'effet d'entraînement et de diffusion des modes de consommation. Qui plus est, une grande majorité des maisonnées (*gospodării*)

villageoises, qui comprenaient presque toutes des coopérateurs, comptaient des *navetiști* ou des enfants établis en ville et ayant un *servici*. Ainsi, de par la composition locale des *gospodării* (qui était souvent mixte, *navetiști*-coopérateurs) ou de par les liens, toujours forts durant le socialisme, entre les branches rurales et les branches urbaines d'une famille élargie, une majorité de *gospodării* villageoises arrivait soit à disposer des revenus nécessaires à l'acquisition des biens de consommation sur les marchés, soit à se procurer ces biens à travers des échanges avec des parents citadins.

Ainsi, le pain arriva petit à petit à remplacer la *mămăligă* sur les tables des villageois. Dans les années 1960, les villageois achetaient surtout du pain noir, moins prestigieux que le pain blanc, mais aussi moins cher. Une décennie plus tard, le pain blanc commença à se répandre dans le village et, vers la fin des années 1980, la majorité des *gospodării* villageoises consommait quotidiennement du pain blanc. De même, l'huile végétale (tournesol, colza) fut incorporée à la consommation alimentaire, à côté du saindoux, même si ce dernier continuait d'être utilisé (pour la cuisson et sur des tartines) par les villageois¹⁰. Enfin, on mangeait plus souvent de la viande et en plus grosses quantités. Non seulement les *navetiști* se mirent-ils à acheter de la viande dans les magasins urbains (surtout de la volaille), mais les porcs élevés dans les cours des *gospodării* commencèrent à être engraisés jusqu'à des poids plus considérables¹¹. Finalement, les boissons achetées sur le marché (café, jus et bière) devinrent des biens de prestige destinés aux occasions sociales, à côté de la traditionnelle *țuică*¹² (qui désormais pouvait aussi être achetée sur le marché !).

Vers 1970, ce fut au tour des maisons des villageois de commencer à se transformer, passant de constructions de pisé à une ou deux pièces à des maisons de briques à plusieurs pièces. Les habitations rurales connurent aussi un début de multiplication dans une même cour : à l'ancienne maison de pisé (qui devenait la cuisine et restait l'habitation des parents âgés) est venue s'ajouter une nouvelle maison en briques, destinée à la famille de l'enfant qui restait pour habiter avec les parents. Ces maisons « pour les enfants » étaient plus « modernes » et furent remplies de biens de prestige tels que des tapis, des meubles et des appareils ménagers, largement achetés sur le marché socialiste.

Comme l'ont fait remarquer Konràd et Szelényi, durant la période socialiste, les pays de l'Europe de l'Est connurent, grâce à l'État, la généralisation de la marchandisation à une échelle jamais atteinte jusque-là. Non seulement le travail, mais aussi les biens de consommation acquirent un prix (même

s'il était fixé par l'État et non pas soumis aux fluctuations du marché) et devinrent des marchandises sur le marché socialiste du travail et des biens. L'État socialiste se constitua ainsi en agent de marchandisation par excellence¹³. Et, comme le « marché socialiste » des biens de consommation se constituait à l'intérieur d'une autre forme d'intégration de la population dans le système socialiste, l'État s'est efforcé de le promouvoir afin de le substituer à d'autres canaux, « non socialistes », de circulation.

Durant la période socialiste, la consommation et la marchandisation des biens représentaient des outils importants au moyen desquels l'État socialiste essayait de prendre contrôle de la vie et des destinées de la population. En effet, les tentatives par l'État de mettre en place et de développer, sous sa tutelle, la production et la distribution de masse des biens de consommation ont contribué à briser l'autonomie (relative) alimentaire des paysans. Pensons, par exemple, à la construction des gros complexes d'élevage industriel d'animaux ou à la mise en place des épiceries appartenant au « commerce socialiste » contrôlé par l'État. En outre, l'État socialiste a fait activement la promotion de nouveaux modes d'intégration et d'identification par la consommation, en particulier en utilisant comme agent de changement la classe ouvrière qu'il avait lui-même contribué à constituer (et dont les *navetiști* de Buna faisaient partie). Durant les années 1960, tandis que le discours officiel déplaçait l'accent de l'héroïsme du travail collectif au pouvoir civilisateur de la consommation individuelle des produits industriels¹⁴, une variante socialiste de la « société de consommation » a émergé en Roumanie¹⁵. Parallèlement à l'emploi, cette société de consommation contribua à l'intégration de la population de la Roumanie à la « société socialiste développée multilatéralement ». Ou, comme me le disait un villageois, en synthétisant très bien le lien entre l'emploi socialiste, la consommation et le caractère coercitif du régime, « au temps de Ceaușescu, ils [les représentants du régime] te forçaient à aller au travail pour avoir quelque chose, pour vivre mieux ! »

Le succès de ces politiques peut être mesuré au degré selon lequel la consommation de masse promue par l'État socialiste est devenue, tant pour les citadins que pour les habitants des campagnes, une partie intégrante de leur définition identitaire. À Buna, la consommation des biens acquis sur le marché a remplacé la terre comme critère de base de la valeur sociale, comme principe dynamique de la différenciation sociale locale et comme point névralgique de la compétition pour le statut. Malgré des différences persistantes dans les modes de consommation effectives au village, les habitants

ont tous adopté l'accumulation des biens de consommation comme but légitime de leurs efforts.

Cette accumulation ne concernait toutefois pas leur propre personne, mais l'ensemble de la *gospodărie* et en particulier les enfants. Au delà de la consommation immédiate, le bien-être des enfants est devenu, à la place de la terre, l'indice de base de la valeur des *gospodării* villageoises. Ainsi, le mode de vie frugal des parents était justement ce qui leur permettait d'économiser des revenus qu'ils pouvaient par la suite investir dans le bien-être de leurs enfants : leur instruction, mais aussi la fourniture de biens durables tels que l'appartement, la maison, la voiture, le réfrigérateur ou les meubles¹⁶. La valeur sociale des parents se mesurait ainsi localement à l'importance de leurs sacrifices matériels en faveur de leurs enfants. Le bien-être matériel des enfants devint la marque de la situation matérielle de la famille dans la compétition locale pour le statut¹⁷.

Le contrôle étatique de la production et de la circulation des biens de consommation ainsi que de la valeur symbolique attachée à ces biens ne fut pourtant jamais complet, mais plutôt modelé par les processus locaux qui mettaient les villageois dans une position avantageuse par rapport aux voies de circulation des biens de consommation. Ceci était dû, je pense, à la place et à la valeur particulière que les aliments sont arrivés à occuper dans les réseaux locaux d'échange.

Au début des années 1980, dans le contexte où il se fixa pour objectif le paiement de la dette internationale du pays jusqu'à la fin de la décennie, Ceaușescu décida la réduction des importations de biens de consommation ainsi que la mobilisation d'une grande partie de la production interne des biens de consommation pour l'exportation. En 1981, le rationnement des aliments de base (sucre, huile, pain) fut réintroduit (après une interruption de quelques décennies) et, en 1983, un « Programme d'alimentation rationnelle » fut adopté afin de justifier et de tenter d'endiguer la pénurie alimentaire qui frappait le pays. Mais, malgré les desseins de l'État, les difficultés croissantes que le « commerce socialiste » éprouvait à fournir aux consommateurs des quantités adéquates de biens déboucha sur le développement de réseaux informels d'échange et d'un marché noir, qui devinrent des voies importantes pour la circulation d'une variété et d'une quantité importantes de biens de consommation et de services.

Les villageois occupaient une position particulière dans ces voies parallèles de circulation de marchandises. Ils avaient en particulier accès à des exploitations familiales développées autour des lots personnels distribués par les coopératives

agricoles¹⁸, exploitations orientées principalement vers la production de maïs et de légumes ainsi que l'élevage de volaille, de bétail et, surtout, d'un ou deux cochons. Ces exploitations familiales constituaient une source importante d'aliments, une des catégories les plus valorisées de biens à l'époque, étant donné que la pénurie alimentaire affectait le plus constamment et le plus douloureusement l'ensemble de la population.

Les denrées produites sur les lots personnels permettaient aux maisonnières rurales d'échapper, au moins partiellement, à la pénurie qui frappait le marché socialiste et ainsi d'économiser en vue de l'acquisition d'autres biens de consommation. Les villageois pouvaient aussi vendre leur production sur les « marchés paysans » contrôlés par l'État ou encore sur le marché noir afin de réaliser des revenus parfois considérables. En fait, la valeur des aliments sur le marché noir grimpa rapidement au cours des années 1980, pour atteindre vers la fin de la décennie des niveaux trois ou quatre fois supérieurs aux prix du marché officiel¹⁹. Par ailleurs, les aliments pouvaient aussi être échangés contre des faveurs ou de précieux services offerts par les membres de la bureaucratie étatique (tels qu'un poste ou un appartement dans une ville voisine pour ses enfants, des traitements médicaux ou des leçons privées). On peut dire que, durant la dernière décennie du socialisme, les aliments avaient une très grande valeur sociale, « de réseau », soit une grande capacité de réaliser la conversion de la sphère d'échange de biens de subsistance vers la sphère, plus valorisée localement, des relations²⁰.

Les villages de *navetiști* tels que Buna étaient particulièrement avantagés par cette conjoncture. Comme ils étaient habituellement bien reliés aux villes environnantes, ils avaient un bon accès aux marchés urbains et bénéficiaient par les *navetiști* de revenus plus élevés et d'une meilleure insertion dans les réseaux informels et le marché noir que les villages composés uniquement d'employés agricoles. De plus, la combinaison de l'emploi en industrie et dans la coopérative locale permettait le développement d'exploitations familiales florissantes. Quand le maïs produit dans la ferme familiale, reçu en paiement ou simplement volé de la coopérative locale n'arrivait plus à nourrir les volailles et les cochons de la *gospodărie*, le pain noir acheté à bas prix dans les boulangeries urbaines et apporté au village dans les autobus de la « navette » constituait un supplément important. Le cochon de l'exploitation familiale et le bus constituaient ainsi les signes de la « prospérité » socialiste à Buna et la mesure de la maîtrise qu'avaient les villageois du marché. On peut dire que, dans les années 1980, grâce aux denrées

alimentaires, les villageois occupaient une position plutôt avantageuse par rapport au marché des biens de consommation et ceci non seulement en tant que consommateurs extérieurs au marché, mais aussi en tant qu'acteurs évoluant à l'intérieur de celui-ci.

Les transformations post-socialistes

Après la chute du régime communiste, les politiques populistes du gouvernement de l'ancien apparatchik Ion Iliescu visaient à éradiquer la pénurie de biens de consommation héritée du régime de Ceaușescu. Ceci a entraîné une transformation profonde de la place et la valeur des denrées alimentaires dans les échanges marchands et non marchands. Assez rapidement, tandis que les aliments sortaient brusquement du marché noir pour aller garnir les étagères des épiceries d'État, leurs valeurs marchande et « de réseau » chutaient dramatiquement. En effet, l'accès aux services des organisations bureaucratiques exigeait maintenant de l'argent plutôt que des biens que les villageois pouvaient produire eux-mêmes (tels les aliments). De la sorte, après la chute du socialisme, les aliments ont été repoussés dans la sphère d'échange des biens de subsistance, tendant à être confinés à des échanges internes à cette sphère²¹. Ironique sortie des aliments des échanges marchands et sociaux ! Celle-ci s'est fait au moment où, suite à la décollectivisation des terres entamée en 1991, les villageois reprenaient possession de leurs anciens lopins²², tout en ayant la liberté de se consacrer plus intensivement au développement de leurs exploitations agricoles et ainsi d'accroître leur production agroalimentaire.

Après les élections de 1996, le nouveau gouvernement de droite d'Emil Constantinescu prit des mesures pour ouvrir rapidement l'économie roumaine, particulièrement l'agriculture (jusqu'alors relativement protégée), au marché mondial. Ces politiques se sont traduites par des changements qui ont eu des conséquences dramatiques pour les villageois de Buna : l'accélération de la privatisation des entreprises étatiques, le début des licenciements massifs des employés industriels (dont les *navetiști* de Buna), le retrait du soutien étatique envers la production agricole nationale, la chute des prix agricoles et le blocage des circuits agricoles. Suite à ces changements, la place que les villageois de Buna occupaient dans les hiérarchies sociales et économiques nationales et leur position par rapport au monde des objets ont basculé de manière assez radicale. Les villageois se sont retrouvés de plus en plus marginalisés tant sur le plan de l'emploi que par rapport aux circuits de circulation des biens de consommation et des produits agricoles.

L'image la plus forte de ce basculement est celle des changements qui ont affecté l'emblème par excellence de leur ancien statut (et leur prospérité) en tant que *navetiști*, soit les bus qui les amenaient dans les centres industriels avoisinants. Ce qui attristait le plus les villageois durant la transition et qui constituait pour eux le signe marquant de la détérioration de leur situation, c'était la disparition progressive de ces bus ainsi que le fait que ceux qui restaient encore en fonction allaient et retournaient « presque vides ». L'ancienne agitation matinale au centre du village, lieu d'embarquement pour la majorité des villageois, avait fait place au silence. Et ce silence ne signifiait pas pour les villageois un retour agréable et joyeux à leurs basses-cours, mais plutôt le signe de la disparition des anciennes voies d'ascension sociale et de liaison avec le monde des biens de consommation offerts dans les villes du pays.

À la disparition du travail salarié s'ajoutait l'obstruction de l'accès au mode de consommation que les *navetiști* et leurs familles avaient commencé à valoriser après la collectivisation et l'industrialisation socialistes. Ainsi, la nouvelle époque était vue comme une époque de dégradation continuelle des infrastructures restant à la base de ce mode de consommation (le métro bucarestois, les routes, le système d'électrification) ainsi que de diminution de l'accès des villageois aux loisirs modernes et urbains : la grillade en fin de semaine à la montagne ou au bord d'un lac, ou encore, ce qui était plus important, les vacances au bord de la mer Noire.

En fait, particulièrement après le changement de gouvernement de 1996, l'État se délesta aussi du contrôle (et ainsi du support) du commerce au détail, du commerce en gros et de la production agroalimentaire. Ceci entraîna une diminution des revenus tirés des exploitations agricoles qui, se rajoutant à la baisse du pouvoir d'achat ou la disparition des salaires de l'industrie, fit que les villageois se virent aussi marginalisés par rapport au marché des biens non alimentaires. S'appuyant sur une arithmétique simple pour construire son argument, un villageois me disait ainsi :

*Je ne peux rien acheter avec ce que je vends.
Vendre un panier de blé pour dix mille lei²³ et
acheter une paire de pantalons pour cent mille
lei ? Combien de paniers dois-je vendre pour
acheter une paire de pantalons ?*

Et il finissait sur une note philosophique :

*Pourquoi tous tes biens sont chers, mais tous
mes biens sont pas chers ?*

Ces comparaisons, courantes dans les campagnes roumaines, entre les produits agroalimentaires locaux et des marchandises manufacturées (telles les cigarettes, les boissons alcooliques, le Coca-Cola en bouteilles) montrent bien que l'éviction du marché de biens de consommation était vécue par les villageois non pas comme un simple refus du marché en tant que tel, mais comme une perte de leur propre maîtrise du processus de marchandisation.

À l'éviction des villageois du marché faisait pendant l'avancée, dans la structure de circulation des biens de consommation, de nouveaux acteurs. En fait, suite à la privatisation du commerce de biens de consommation, la structure trilatérale du socialisme (commerce d'État/commerce coopératif/marchés paysans) a graduellement fait place à une structure nouvelle dans laquelle d'autres acteurs et relations ont fait leur apparition, mais où les villageois se sont retrouvés en perte nette de leur ancienne position de maîtrise. Dans le village, les magasins coopératifs, qui étaient en situation de monopole durant les dernières décennies du socialisme, ont été devancés par les nouveaux commerçants, les *privatizați*²⁴. En 1999, par exemple, il y avait seulement deux magasins coopératifs moribonds, mais plus d'une vingtaine de *privatizări* (dépanneurs) disséminés dans le village. Pour un village où les établissements commerciaux se comptaient sur les doigts d'une main, tant avant que durant la période socialiste, cela équivalait à une véritable effervescence commerciale.

Certains de ces *privatizări* étaient principalement des « bars » vendant des boissons alcooliques, mais la plupart d'entre eux étaient des magasins qui offraient une combinaison de marchandises « sèches » ou en boîte (pain, pâtes, riz, sucre, huile etc.), des stimulants (café, cigarettes, boissons alcooliques ou boissons gazeuses) ainsi que quelques biens non comestibles (cosmétiques, accessoires, vaisselle et ustensiles). La plupart des *privatizați* gardaient de petits stocks de leurs biens et vendaient seulement une ou deux marques d'un certain type de biens. Leurs produits étaient principalement de production roumaine (généralement moins chers que les biens importés) mais pouvaient aussi être de production étrangère de basse gamme (tels des bonbons turcs et du café allemand). Les quelques *privatizări* les plus réussis combinaient la vente de denrées alimentaires et « de première nécessité » (comme les produits de nettoyage) avec la vente en détail de boissons sur place, tant alcooliques que non alcooliques. Si les boissons et le tabac constituaient le gros des ventes de ces *privatizări*, pour les autres qui constituaient la majorité, les ventes étaient surtout dépendantes de la consommation de produits alimentaires ou

ménagers « de nécessité » par les *gospodării* ou de la consommation de sucreries par les enfants. Les autres créneaux, débouchant sur une consommation plus discontinue, incluaient principalement la consommation sociale de biens offerts lors des visites ou comme cadeaux à différentes occasions (ces biens incluaient des boissons de meilleure qualité mais aussi plus chères, du chocolat et des produits cosmétiques tels que désodorisants ou savons).

Les endroits où la conquête de l'espace marchand par les *privatizați* était la plus visible étaient toutefois non pas les villages mais les foires rurales et les marchés paysans des villes. À l'époque socialiste, même si l'État essayait d'y faire respecter des plafonds de prix, les places du marché restaient relativement ouvertes à des producteurs ruraux, qui y vendaient directement leurs légumes et produits animaliers et céréaliers. Après 1989, ces producteurs-vendeurs ont connu une nouvelle concurrence pour l'espace de marché. De nouveaux agents (les soi-disants « intermédiaires ») ont essayé d'évincer les producteurs ruraux en utilisant des stratagèmes musclés d'achat en gros et de prise de contrôle des étalages. Ayant de surcroît l'avantage de vendre des marchandises non périssables, non seulement les *privatizați* se sont-ils multipliés, mais ils ont aussi eu tendance, à la différence des producteurs agricoles qui fréquentaient le marché de façon ponctuelle et saisonnière, à s'y « permanentiser ». Un villageois m'a dit :

[Dans les marchés paysans,] *tu ne peux plus vendre en tant que producteur, [car] il n'y a qu'eux, les commerçants. Au marché, tout l'espace est occupé par eux, avec toutes leurs marchandises.*

Ceci a eu pour résultat la réduction de l'espace alloué à la vente de produits agroalimentaires locaux au profit des *privatizați* et de leurs biens manufacturés. Par exemple, à la foire de Lunca, près de Buna, l'espace était occupé seulement de façon marginale par les producteurs locaux en 1999. Ceux-ci étaient repoussés soit à l'entrée, où surtout des femmes vendaient de « petits » produits (tels que des volailles, des œufs, du fromage), soit au fond de la foire, où principalement des hommes vendaient de « gros » produits (tels que des céréales et des animaux). La majeure partie de l'espace de la foire était accaparée par les étalages des *privatizați* vendant, ainsi qu'on le disait localement, « toutes sortes de biens », des meubles aux bicyclettes, des tissus aux chaussures, des vêtements aux épices et aux oranges.

Les villageois ont répondu à l'avancée des *privatizați* sur la place du marché en construisant un discours délégitimateur à l'égard de ces nouveaux

agents. Ainsi, tandis que le discours des *privatizați* sur les biens et le marché se construisait autour d'images de renouvellement de l'argent par la circulation accélérée des biens, le discours des villageois était centré sur des notions de « malhonnêteté » des nouveaux agents du marché et de « non-vérité » des prix promus par les *privatizați*.

Ces derniers étaient considérés par les villageois comme malhonnêtes, les trompant en vendant à des prix plus élevés que ceux en vigueur dans d'autres magasins. Ceci se basait en partie sur une observation ordinaire : les *privatizați* ruraux vendaient réellement à des prix plus élevés que ceux de certains magasins des villes environnantes.



Fig. 1
La foire aux animaux
de Lunca.
(Photo : Sabina Elena Stan)

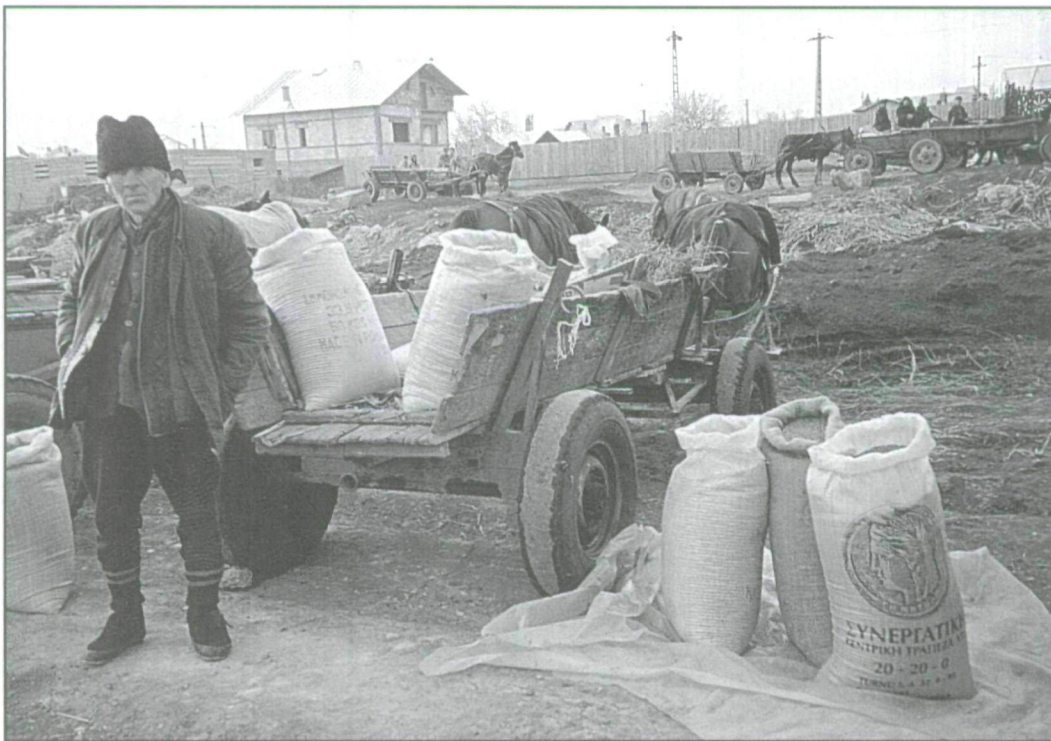


Fig. 2
Paysan vendant des
céréales à la foire
de Lunca.
(Photo : Sabina Elena Stan)

Mais les accusations de malhonnêteté à l'égard des *privatizați* découlaient aussi d'une façon particulière d'envisager la valeur, qui attribuait aux biens un « vrai » prix. Pour les villageois, ce « vrai » prix avait deux mesures. Dans le cas des biens manufacturés que les villageois achetaient dans les magasins, le « vrai » prix était le prix le plus bas que l'on trouvait sur le marché. Dans le cas de biens

agroalimentaires produits par les villageois eux-mêmes, le « vrai » prix était le coût total encouru par les villageois lors de la production, plus un petit profit. Dans le contexte où, surtout après 1997, les prix agricoles étaient de moins en moins contrôlés – et ainsi soutenus – par l'État et de plus en plus sujets aux variations d'un marché abstrait, éloigné et (malheureusement pour les villageois)

Fig. 3

Villageois faisant le tour des « *privatizați* » à la foire de Lunca.

(Photo : Sabina Elena Stan)

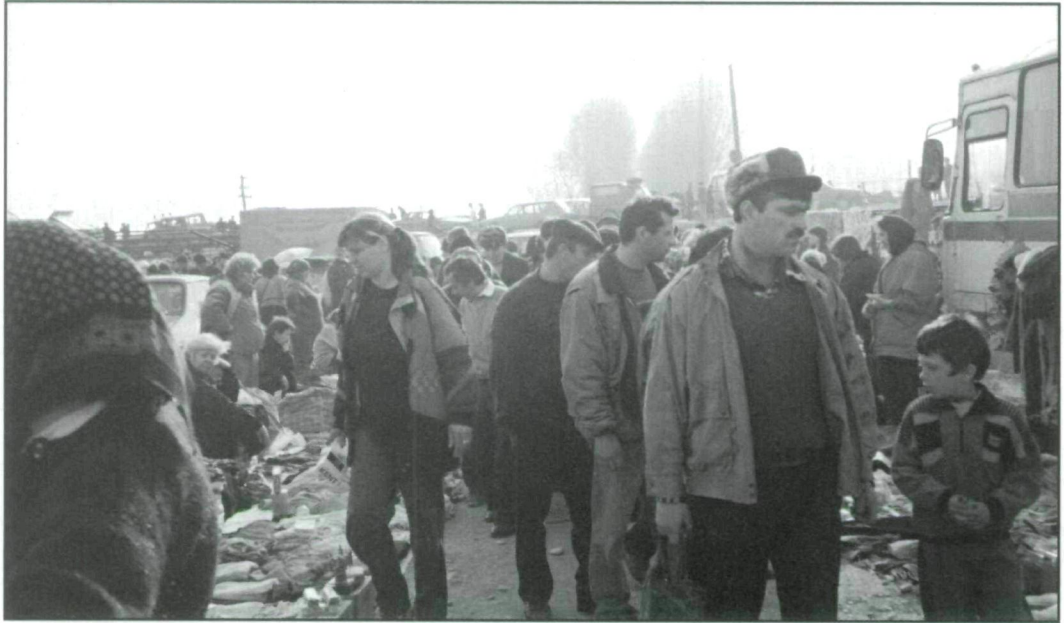


Fig. 4

Un *privatizat* et ses marchandises.

(Photo : Sabina Elena Stan)





Fig. 5
 Vue générale de la
 foire de Lunca.
 (Photo : Sabina Elena Stan)

en dépression, les prix que les villageois pouvaient obtenir en vendant leurs produits n'étaient pas et ne pouvaient pas être « vrais ».

La possibilité de vendre des produits agricoles à des prix raisonnables (« vrais ») était vue par les villageois comme un « droit ». Un villageois m'a dit :

La constitution est bonne, mais nous avons besoin de droits. Tu n'as pas où vendre ton lait, tu n'as pas où vendre ton fromage. L'État doit faire quelques fabriques laitières, il doit faire quelque chose !

Ainsi, selon les villageois, le nouvel ordre social (la démocratie) devrait passer par le maintien de leur place dans le marché et ainsi de leur maîtrise sur les processus de marchandisation. Mais avec l'arrivée des intermédiaires et des *privatizați*, la marchandisation des biens a débouché sur un accroissement du nombre de « mains » entre lesquelles les biens passaient. Pour les villageois, « changer de main » n'est pas bénéfique. Le fait de « changer de main » augmente la valeur monétaire des biens, réduit la capacité des villageois d'y accéder et débouche ainsi sur une augmentation de la distance entre les gens et les produits qu'ils consomment. La perte de la maîtrise sur des processus de marchandisation par les villageois se reflète alors dans la diminution de la proximité qui existait auparavant entre eux et les biens de consommation.

Pour les villageois, cette impossibilité de renverser leur éviction du marché et l'accroissement subséquent de la distance entre eux et les biens s'est traduite par une relation paradoxale avec les biens de consommation. Après la chute du socialisme,

la quête de la maîtrise du processus de marchandisation par les villageois s'est jouée dans une nouvelle quête de « l'origine de la marchandise ». Car, ainsi que tous les villageois et les citadins roumains avec qui j'ai parlé m'en ont fait prendre conscience, le besoin de connaître qui avait produit les biens qu'ils consommaient et de quelle manière cela avait été fait était d'une importance capitale dans le rapport qu'ils entendaient entretenir avec le monde des objets. Cette quête, qui visait à raccourcir la distance entre soi-même et les marchandises, représentait une tentative de se réappropriier des biens. Dans un monde où les marqueurs habituels de l'espace social étaient en train de disparaître pour être remplacés par un foisonnement de nouveaux signes, cette quête constituait aussi une tentative de reprendre la maîtrise de leur environnement et ainsi de leurs propres actions et destinées.

En effet, en contraste marqué avec le monde socialiste des biens, le nouveau « monde des biens » apporté par les *privatizați* après la chute du socialisme se distinguait par son caractère embrouillé, par son imbroglio catégoriel. Durant le socialisme, le monde des marchandises se caractérisait par une relative simplicité et une transparence catégorielle quant aux différents biens qui le composait. La rareté des produits d'importation et la prédominance connexe des marchandises de marques et de production roumaines simplifiaient les schémas de classification. De plus, chaque type de biens (par exemple, les boissons alcooliques) n'incluait que quelques sous-types (par exemple, *țuică*, vin, bière) et seulement quelques marques par sous-type (par exemple, pour la bière, Azuga, Ciucaș).

Cette situation a été suivie, au cours de la transition, de la prolifération ahurissante des types, sous-types, marques et façons d'emballer les marchandises et d'indiquer leur origine. Le monde des marchandises est ainsi devenu un univers complexe, où l'absence de standardisation des modes d'identification des biens concourait avec le manque de transparence à diminuer la lisibilité de cet univers pour les consommateurs. Ceux-ci étaient confrontés non seulement à une forêt de nouveaux types et sous-types de produits, mais aussi à des indices qui ne leur permettaient que difficilement d'identifier l'origine des marchandises. Les myriades de nouvelles firmes de production (les SRL) ou d'importation (les IMPEX), portant chacune des noms qui n'aidaient en rien à en établir l'expertise et la crédibilité, ne facilitaient pas la tâche des consommateurs. Comment, en fait, distinguer entre « Mira Impex SRL » et « Mondragon Import Export SRL », et comment savoir quels étaient les critères nécessaires pour évaluer la qualité des produits ? Finalement, les scandales récurrents, médiatisés par la presse nationale et concernant des tentatives de falsification de produits (surtout d'aliments et de boissons) mettaient les consommateurs en garde contre la possible inadéquation entre l'emballage des marchandises achetées et leur contenu, surtout en ce qui concernait les marchandises de prétendues marques et production occidentales.

La quête de l'origine de la marchandise, qui tentait de mettre de l'ordre dans cet imbroglio, était résolue différemment par les générations jeune et adulte. Les adultes retournaient généralement à un mode de consommation plus ascétique, en restreignant leur recours au marché aux vêtements et aux aliments strictement nécessaires, tout en essayant de satisfaire la plupart de leurs besoins alimentaires avec leurs propres produits. Cet ascétisme faisait écho à la dévalorisation sociale de la consommation mondaine ostentatoire dans la hiérarchie locale des critères de distinction sociale²⁵. En condamnant l'étalage ostentatoire que les nouveaux riches faisaient de leur richesse, cette dévalorisation contestait les nouvelles inégalités économiques engendrées par les changements post-socialistes.

En contraste avec les adultes, les jeunes s'adonnaient à un mode de consommation plus flamboyant, en s'engageant plus à fond dans le marché des aliments, des boissons et des vêtements. Ils transformaient en même temps la quête de l'origine de la marchandise en une quête obsessionnelle de la « marchandise originale » (*marfî originalî*). La « marchandise originale » désigne la catégorie la plus valorisée dans la hiérarchie locale de biens et inclut notamment les marchandises de marques et de production occidentales. La quête de la

« marchandise originale » répondait au brouillard généré par l'apparition sur le marché local des biens affichant des marques occidentales, mais qui étaient fausses, ou encore de production délocalisée (dans des pays du Tiers-Monde). Cette quête se traduisait par différentes stratégies pour détecter le faux et reconnaître « l'original ». Par exemple, plusieurs indices servaient à déterminer si un paquet de cigarettes Camel était produit en Turquie ou aux États-Unis, si une bouteille de cognac Napoléon contenait la « vraie chose » ou seulement quelque alcool ordinaire coloré, ou encore si la boîte de café soluble Ness Café était seulement une coquille brillante pour un substitut de chicorée.

Malgré ces stratégies, il n'en reste pas moins que les revenus dont les jeunes villageois disposaient ne leur permettaient que très rarement de faire des achats dans les endroits considérés comme garantissant l'origine occidentale des marchandises de marque occidentale (soit, pour les jeunes de Buna, certains magasins de Bucarest). La réponse que les nouvelles générations apportaient à l'éviction du marché apparaît donc des plus paradoxales. Considérant que cette quête portait sur l'une des marchandises les plus éloignées et moins accessibles, nous pouvons dire que sa destinée était justement de rester une quête, continuellement animée par un désir inassouvi.

Les ressorts de cette quête résident dans le désir d'affirmation sociale des jeunes (en particulier par la construction de ce qu'ils appellent leur « image »), mais aussi dans la mise en relation différentielle des générations par rapport au monde des objets. En effet, cette distinction entre des degrés différents d'ouverture par rapport aux nouvelles marchandises, entre le repli des « adultes » et l'exubérance des jeunes, ne se traduisait pas, je le crois, dans une opposition entre un « ancien » mode de consommation encore promu par les « adultes » et un « nouveau » mode de consommation promu par les « jeunes ». En fait, cette opposition semble plutôt traduire une opposition générationnelle inscrite dans une optique commune de la division des rôles selon l'âge et reconnue autant par les jeunes que par les adultes.

Cette façon de voir s'enracinait dans la valorisation de la poursuite du bien-être des enfants, considéré depuis la collectivisation et l'industrialisation socialistes comme primordial pour la valeur sociale d'une *gospodărie*. Nous avons vu que cette conception impliquait une réduction de la consommation des parents dans le but de permettre l'achat de biens de consommation pour les jeunes. Par contre, dans cette même optique, les enfants étaient généralement dégagés des corvées quotidiennes de la cour, afin « qu'ils en profitent tant qu'ils sont

jeunes ». Ainsi, depuis les années 1960 déjà, les « jeunes » et les « adultes » se distinguaient par leur engagement plus ou moins développé dans le monde des biens de consommation et ainsi par leur accès à la « modernité » de nouveaux modes de consommation.

Cette distinction était générationnelle et ne concernait pas des groupes séparés qui perpétueraient dans le temps les rapports différenciés qu'ils entretenaient avec le monde des marchandises. En effet, les « vieux » de la fin du deuxième millénaire, ceux qui avaient plus de 60 ans à ce moment-là, avaient eux aussi connu dans leur jeunesse leur époque de « modernité », de consommation effrénée. À cette époque, les marchandises manufacturées industriellement occupaient dans leur vie une plus large place que les marchandises artisanales ou que les biens qu'ils produisaient eux-mêmes. Ce n'est que par la suite, quand ils sont devenus à leur tour des parents en charge du bien-être de leurs enfants, qu'ils ont adopté un mode de consommation plus « ascétique ». Les modes de consommation locaux, qu'on pourrait qualifier de « consumériste » et « ascétique », se caractérisent alors non pas tant par la consommation de certains biens en particulier (car ceux-ci ont forcément changé avec les époques), que par l'opposition qu'ils se font à l'intérieur d'une structure catégorielle axée sur les divisions d'âge.

Les particularités du nouveau « monde de biens » auquel sont confrontés les villageois dans la période post-socialiste posent toutefois de nouveaux défis à l'alternance entre ascétisme et « consumérisme ». L'incertitude nouvelle introduite dans le monde matériel par l'imbroglio catégoriel a eu pour résultat que ce que Miller appelle « l'objectification [...] de la modernité comme expérience sociale (réalisée à travers les objets)²⁶ » a pris depuis 1990 des dimensions différentes de celles qui caractérisaient le socialisme. L'expérience que les villageois et les citadins roumains font des transformations qui traversent le pays rend le

présent difficilement intelligible en termes d'un renouvellement, à travers les jeunes, de l'accès des *gospodării* villageoises à la « modernité ». En rendant difficile l'accès aux biens de consommation, la mise à l'écart des villageois par rapport aux flux de circulation de biens met les jeunes dans une position qui n'est plus semblable à celle que leurs parents ont connue dans leur jeunesse. Car, si les jeunes participent toujours au nouveau monde de biens, ils le font dans le contexte où les chemins de l'ascension sociale leur sont largement barrés. En fait, se trouvant en majorité en chômage, les jeunes « réalisent » moins que ce que leurs parents ont « réalisé » dans leur propre jeunesse (soit le *servici* et l'accumulation de nombreux biens de consommation durables). Le brouillage catégoriel de l'univers matériel se rajoute à cela pour rendre la « modernité » une expérience toujours désirée mais difficilement réalisable localement.

Depuis ma recherche de terrain, la bataille pour la maîtrise de la production, de la circulation et de la valeur symbolique des biens de consommation (et particulièrement des denrées alimentaires) s'est intensifiée, avec de nouveaux acteurs (particulièrement les compagnies multinationales) dans le champ. Toutefois, la direction de ce processus de changement rapide reste encore à évaluer. Dans les campagnes roumaines, une partie importante de la nourriture consommée continue d'être fournie par la production des exploitations familiales, tandis que l'économie souterraine a été reconnue comme formant une partie importante de l'économie roumaine. Nous devons alors aller au delà des notions reçues d'une transition vers une « économie de marché » ou vers une « société de consommation » qui ferait miroir, en Europe de l'Est, aux développements occidentaux passés. Je considère qu'une compréhension qui part des processus de changement locaux est fructueuse. Elle peut nous informer sur les différenciations entraînées par la mondialisation mais aussi sur de nouveaux phénomènes planétaires qu'on commence à peine à appréhender.

NOTES

1. Mary Douglas et Baron Isherwood, *The World of Goods : Towards an Anthropology of Consumption* (London : Routledge, 1997), 169 p.
2. Mark Granovetter, « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », dans *The Sociology of Economic Life*, M. Granovetter et R. Swedberg, dir. (San Francisco : Boulder, 1992), p. 53-84.
3. Arjun Appadurai, « Introduction : Commodities and the Politics of Value », in *The Social Life of Things*, Arjun Appadurai, dir. (Cambridge : Cambridge University Press, 1986), p. 3-63.
4. À la suite de Carrier et en incluant les modes de circulation dans l'analyse, cette étude vise à dépasser la simple analyse des « aspects symboliques de la consommation », vue par lui comme une tendance prédominante des études anthropologiques portant sur la consommation. Voir James Carrier, « Alienating Objects : The Emergence of Alienation in Retail Trade », *Man*, vol. 29, n° 2 (1994), p. 360.
5. Après la réforme agraire de 1921, les petites propriétés paysannes occupaient 90 pour 100 de la terre agricole du pays. En 1930, la taille moyenne de ces propriétés était de 3,5 hectares. Voir C. Garoflid,

- « Regimul agrar în România », dans *Enciclopedia României, Volumul I : Statul* (Bucarest : Imprimeria Națională, 1938), p. 584, et H. Roberts, *Romania : Political Problems of an Agrarian State* (Hamden : Archon Books, 1969), p. 49. À l'époque, Buna faisait partie des villages « sans boyard » (grand propriétaire terrien) et où les propriétés paysannes n'accusaient pas de grandes disparités de taille.
6. Buna se situe à l'extrémité est de la Grande Plaine roumaine et, en tant que village de plaine, a été entièrement collectivisé durant le socialisme. La collectivisation a touché dans une moindre mesure les villages de colline et de montagne, tels que ceux qui se trouvent au nord du département de Dâmbovița.
 7. Durant la période socialiste, les politiques prônant un développement urbain modéré (voir Steven Sampson, *National Integration through Socialist Planning : An Anthropological Study of a Romanian New Town* [New York : Columbia University Press, 1984], 352 p.) se combinèrent à l'industrialisation pour déboucher sur l'endiguement du mouvement migratoire permanent rural-urbain. C'est ainsi que, durant les deux dernières décennies du socialisme, la population des campagnes roumaines resta stable et engloba un grand nombre de familles qui restèrent dans leurs villages tout en envoyant au moins un membre (d'habitude un jeune homme), soit le *navetist*, travailler dans les centres industriels environnants. À cette époque, le phénomène des *navetiști* était assez répandu à l'échelle de la Roumanie. En 1970, de 60 à 70 pour 100 des familles rurales avaient un membre engagé dans un mouvement de migration permanent ou temporaire. Voir Mihail Cernea, « Macrosocial Change, Feminization of Agriculture and Peasant Women's Threefold Economic Role », *Sociologia Ruralis*, vol. XVIII, n° 2-3 (1978), p. 107-124.
 8. En Roumain *navetiș*, soit le trajet quotidien que les *navetiști* faisaient entre leur village et les centres industriels environnants.
 9. « Boulot » ou, plus précisément, emploi permanent dans une entreprise étatique.
 10. Les citadins, par contre, en avaient en grande majorité abandonné la consommation.
 11. Ils passèrent de 90-100 kg avant la collectivisation à 150-200 kg dans les années 1980.
 12. La *țuică* est l'eau-de-vie roumaine, traditionnellement faite à partir de prunes.
 13. György Konrád et Iván Szelényi, *La marche au pouvoir des intellectuels : le cas des pays de l'Est* (Paris : Seuil, 1979).
 14. David Kideckel, « Economic Images and Social Change in the Romanian Socialist Transformation », *Dialectical Anthropology* n° 12 (1988), p. 399-411.
 15. Ainsi que le proclamait la Constitution du pays de l'époque, « Dans la République socialiste de Roumanie, toute l'activité d'État a pour objectif le développement du régime et l'épanouissement de la nation socialiste, l'augmentation constante du bien-être matériel et culturel du peuple, la garantie de la liberté et de la dignité de l'homme, l'affirmation multilatérale de la personnalité humaine ». Voir Emilian Dobrescu et Ion Blaga, *Structures de l'économie roumaine* (Bucarest : Meridiane, 1973), 215 p.
 16. Des processus analogues en Hongrie sont décrits dans Peter Bell, *Peasants in Socialist Transition* (Berkeley : University of California Press, 1984), p. 193.
 17. Katherine Verdery, *Transylvanian Villagers : Three Centuries of Political, Economic, and Ethnic Change* (Berkeley : University of California Press, 1983), p. 62.
 18. Ces lots étaient minuscules (0,25 hectares) et ne couvraient ensemble que moins de 7 pour 100 des terres agricoles. Ils arrivaient toutefois ensemble à fournir des pourcentages importants de la production nationale de certains produits agricoles. En 1970, les lots personnels fournissaient respectivement 15 pour 100 de la production totale de maïs, 17 pour 100 de celle de pommes de terre, 30 pour 100 de celle des légumes et 41 pour 100 de celle des fruits, ainsi que 30 pour 100 de la production bovine et porcine. Voir Violette Rey, *La Roumanie : essai d'analyse régionale* (Paris : Actés d'édition d'enseignement supérieur, 1975), p. 43.
 19. Voir Per Ronnas, « Turning the Romanian Peasant into a New Socialist Man: An Assessment of Rural Development Policy in Romania », *Soviet Studies*, vol. XLI, n° 4 (octobre 1989), p. 554.
 20. Paul Bohannan, « Some Principles of Exchange and Investment Among the Tiv », dans *Economic Anthropology : Readings in Theory and Analysis*, E. Le Clair et H. Schneider, dir. (New York : Holt, Rinehart and Winston, 1968), p. 305.
 21. Paul Bohannan, *op. cit.*
 22. La décollectivisation n'a pourtant pas débouché sur la reproduction des structures foncières et d'exploitations agricoles d'entre les deux guerres mondiales. En effet, la propriété foncière a subi durant ce processus un fort morcellement (entre autres, de par la division entre de nombreux héritiers). En 1998, la taille moyenne des propriétés foncières était de 2,3 hectares. Voir Guvernul României, *National Plan for Agriculture and Rural Development Over the 2000-2006 Period : Under the Special Ascension Program for Agriculture and Rural Development (SAPARD)* (Bucarest : Guvernul României, 2000). Ce document peut être consulté sous forme électronique à http://europa.eu.int/comm/agriculture/external/enlarge/countries/romania/index_en.htm, annexe 19, p. 407.
 23. La monnaie nationale.
 24. Littéralement « les privatisés ».
 25. Même si, pendant le socialisme, l'accumulation de biens de consommation en est venue à être valorisée localement par tous les villageois, les hiérarchies locales de la valeur sociale mettaient l'accent sur l'importance du savoir-faire dans les pratiques de consommation. L'ostentation était ainsi rejetée, surtout en ce qui concerne la consommation mondaine, portant sur les biens destinés à « ce monde-ci ». L'ostentation était de mise seulement dans le cadre de la consommation rituelle, qui accompagnait surtout le cycle compliqué des rituels funéraires destinés à assurer un bon chemin dans « ce monde-là » aux membres défunts de la *gospodărie*. Je me suis concentrée ici seulement sur la consommation mondaine, l'étude de la consommation rituelle débouchant sur une analyse trop longue pour les contraintes de cet article.
 26. Daniel Miller, « Consumption and Commodities », *Annual Review of Anthropology* n° 24 (1995), p. 149.